

FICHE AMENDEMENT 21

III EME PARTIE : LES POLITIQUES ET LE FONCTIONNEMENT DE L'UNION

TITRE III : POLITIQUES ET ACTIONS INTERNES

CHAPITRE III : POLITIQUES DANS D'AUTRES DOMAINES SPECIFIQUES

SECTION 3 : COHESION ÉCONOMIQUE, SOCIALE ET TERRITORIALE

Proposition d'amendement pour l'article III-111

Déposée par: M.J.CHABERT

M.M.DAMMEYER

M.P.DEWAEL

Mme C. du GRANRUT

M.C.MARTINI

M.R.VALCARCEL SISO

Qualité : - Membre -Suppléant - Observateur

Ajouter à la fin des deux alinéas :

Afin de promouvoir un développement harmonieux de l'ensemble de l'Union, celle-ci développe et poursuit son action tendant au renforcement de sa cohésion économique, sociale et territoriale. **Elle facilite la coopération transfrontalière et interrégionale.**

En particulier, l'Union vise à réduire l'écart entre les niveaux de développement des diverses régions et le retard des régions ou îles les moins favorisées, y compris les zones rurales. **A cet égard, l'Union prend en compte les handicaps structurels liés à l'insularité, l'éloignement, la montagne et la faible densité de population, notamment lorsque ceux-ci sont cumulés ou aggravés.**

Explication éventuelle :

Eu égard à la compétence spécifique attribuée au Comité des régions dans l'Article III-290, il paraît opportun d'établir une base légale pour les coopérations transfrontalières et interrégionales.

La coopération transfrontalière et interrégionale(y compris le jumelage entre communes) a une longue tradition en Europe, En effet, elle a été dès le début de l'intégration européenne un moyen crucial pour établir progressivement un espace européen sans frontières.

La coopération transfrontalière et interrégionale offre une valeur ajoutée très forte pour l'Union et pour le citoyen:

- *une **valeur ajoutée politique** (contribution à l'intégration européenne, convergence entre les régions, compréhension mutuelle, préparation de l'adhésion de nouveaux membres);*
- *une **valeur ajoutée institutionnelle** (familiarisation avec les diverses structures et compétences administratives, concrétisation de la subsidiarité et des partenariats);*
- *une **valeur ajoutée économique** (par exemple, revitalisation d'espaces économiques régionaux traditionnels, divisés par des frontières nationales au cours du XX^e siècle, coopération entre petites et moyennes entreprises, universités, création d'emplois, infrastructures communes, renforcement des potentialités spécifiques de la région);*
- *une **valeur ajoutée socioculturelle** (par exemple, connaissances linguistiques, coopération en dépit des différences entre les partenaires, tolérance à l'égard d'autres cultures, méthodes de travail, minorités).*

L'intégration de la coopération transfrontalière dans le Traité constitutionnel a été proposée maintes fois lors de la session de travail de la Convention sur la dimension régionale et locale le 7 février 2003 (CONV 548/03) ainsi que dans les contributions suivantes :

- *le rapport du groupe de contact "Collectivités territoriales" (CONV 523/03)*
- *le rapport du Parlement européen ("rapport NAPOLITANO" - CONV 517/03),*
- *les contributions écrites de plusieurs membres de la Convention, à savoir, celles de M. HELMINGER (CONV 564/03) et M TEUFEL (CONV 530/03).*
- *lettre du Président du Comité des régions, du Président du CPLRE et des Présidents des associations représentatives des pouvoirs régionaux et locaux (ARE, ARFE, CALRE, CCRE, CRPM et CPRL) du 10 juin 2003 au Président de la Convention européenne.*